



Plan social à l'AFP :

Le nombre de départs non remplacés doit être réduit

Le personnel de l'AFP et ses représentants alertent depuis six mois sur les conséquences potentiellement désastreuses du « plan de transformation » lancé par le PDG Fabrice Fries.

Avec la suppression nette d'une centaine de postes, c'est la capacité d'une des trois grandes agences de presse mondiales à assurer sa mission d'intérêt général qui risque d'être compromise, alors qu'elle est plus attendue que jamais pour défendre le journalisme de terrain et lutter contre la désinformation.

La production texte en français et le reportage photo seraient très touchés par ce plan social qui ne dit pas son nom (« plan de sauvegarde de l'emploi », PSE, avec départs volontaires) : un double non-sens quand l'AFP contribue au rayonnement de la francophonie et parie sur l'image pour conquérir de nouveaux marchés.

L'affaiblissement du réseau d'expatriés — un atout pour l'AFP face à ses concurrentes AP et Reuters — à travers la « localisation » d'une quinzaine de postes et la suppression d'autant d'emplois de journalistes de statut local seraient également inacceptables.

Le personnel technique et administratif est particulièrement menacé, avec des diminutions d'effectifs dans de nombreux services. Cela toucherait notamment la fonction des chefs de quart, qui serait externalisée sur certaines périodes : or ils sont les garants de la bonne marche des systèmes et des maillons essentiels pour la transmission de l'information « de façon régulière et sans interruption », une des obligations fixées par le statut de 1957.

L'Etat, dont le soutien n'a jamais manqué à l'AFP, dans le respect de son indépendance garantie par la loi, ne peut cautionner ce plan d'affaiblissement d'une entreprise de presse française, européenne et mondiale sans équivalent.

La direction de l'AFP a prévu de passer en force en mettant en oeuvre de manière unilatérale son PSE à l'issue d'une négociation inévitablement infructueuse, vu le niveau de réduction des effectifs envisagé.

Mais il n'est pas trop tard pour revoir ce plan en profondeur et réduire sensiblement le nombre de départs non remplacés. Pour l'Agence, son rayonnement, son avenir.

Paris, le 10 avril 2019 – Les syndicats CGT, SNJ, FO, CFTD et CFE-CGC de l'AFP